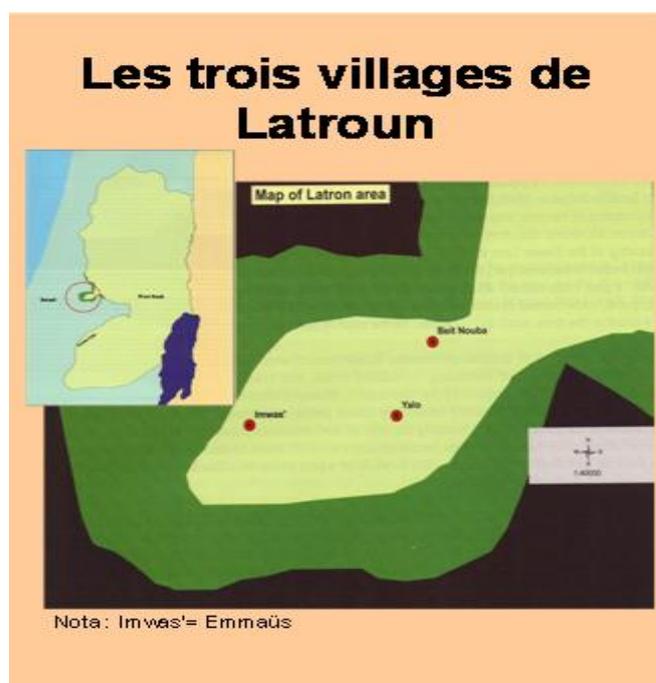


La qualité du voyage que nous avons entrepris dépend essentiellement de la qualité de ceux qui l'entreprennent, Jean-Yves, Christian, Germain, Tayeb, Pierre, Moncef et Yves, autant que la qualité des gens que nous allons rencontrer, Dima, Ahmed, Saed, Mahmoud, Nariman, Bassem, le frère Louis, Qaddura, Abdelfatah, Raed, Hervé et Delphine et bien d'autres. Il dépend aussi de la cause que nous défendons et donc, malheureusement, des ennemis de cette cause qui ont noms «Etat colonialiste, armée d'occupation et colons » et sûrement du laxisme de la communauté internationale ou même de la complicité avec ces ennemis.

C'est connu, l'AFPS de Pau et le village Emmaüs Lescar-Pau entretiennent une relation privilégiée et elle a pris une nouvelle dimension tout au long de la semaine entre le 28 octobre et le 5 novembre.



Il y a quelque temps, le groupe AFPS de Pau a travaillé sur le village Emmaüs en Palestine et sur les deux autres villages de la vallée de Latroun, Yalo et Beit Nouba situés à l'ouest de Jérusalem sur l'axe stratégique vers Tel Aviv, juste à l'est de la ligne verte (Emmaüs = Imwas en arabe), donc bien en Palestine. Mais ces trois villages ont été rasés en 1967 (une continuation de la Nakba) et les habitants (plus de 10.000) en ont été chassés,. Nous les avons retrouvés dans la banlieue de Ramallah, en Jordanie et à Jérusalem.

Nous avons fait un diaporama que nous sommes allés présenter à Germain Sarhy à Emmaüs à Lescar qui nous a immédiatement demandé de lui organiser une rencontre avec les gens du village d'Imwas. Nous avons pris contact avec ceux qui sont à Ramallah et ils ont été enchantés de notre démarche. Avec Germain (c'est par ce simple prénom qu'il est connu dans toute la région de Pau) nous avons tenu à associer dans ce voyage Jean Yves Lalanne, maire de Billère et Christian Laine maire de Lescar, deux villes importantes dans la communauté d'agglomération de Pau. Ils ont accepté immédiatement. Notre délégation comprenait aussi Tayeb Cherfi, qui organise pour Emmaüs le festival et des soirées de musique. Son frère Majid est connu comme un des créateurs du groupe Zebda. Pierre Leparoux de Nantes est venu nous donner un coup de main.

Nous sommes partis le 28 octobre avec quelques difficultés pour Tayeb pour passer les contrôles de police à l'aéroport Tel-Aviv Ben Gourion (retenu 2 heures).

Nous avons été reçus le lendemain à Ramallah par l'association Emmaüs qui fait un très gros travail sur la mémoire du village et prépare un film de témoignages des personnes encore vivantes et qui ont été chassées d'Emmaüs. Voir le diaporama que nous avons fait (une cinquantaine de diapositives). Le but de cette visite était clair, établir des relations durables entre Emmaüs Lescar-Pau et Imwas en Palestine.

Le surlendemain nous sommes allés avec 2 personnes de l'association sur le site



du village aujourd'hui caché en grande partie par une forêt et un parc d'attraction interdit aux Palestiniens qui ne possèdent pas le permis d'aller à Jérusalem. Et nous y avons trouvé, peu de choses, sauf un bâtiment à peu près intact, que l'association s'efforce de maintenir malgré les interdictions, un cimetière où quelques israéliens s'amusaient avec leurs gros 4x4. Navrant, alors qu'à notre avis on reconnaît bien l'emplacement des tombes. Nous avons retrouvé l'emplacement de la maison de nos guides (Dima qui a dû quitter le village avec ses parents à l'âge de 2 ans et son frère Saed, un peu plus jeune). En photo, ce qu'il reste de la maison, de la

ferraille à béton qui défie le temps. Gros moment d'émotion...

Le parc construit avec des capitaux de juifs canadiens, essentiellement pour effacer toute trace du village, n'a pas réussi à tout faire disparaître. C'est le même schéma que les destructions de 1948. Il s'appelle d'après les panneaux indicateurs Ayalon (Canada) Park.



Quelque chose d'autre n'a pas disparu, la mémoire d'un homme qui vit encore tout près du site du village et qui a été un témoin oculaire de sa destruction. Il a accepté de nous parler et de répondre sans détour à toutes nos questions. A côté du village se trouve le monastère cistercien de Latrun qui a été épargné en 1967. Un des moines, le frère Louis, 76 ans, d'origine libanaise, est arrivé là en 1951 et il y est toujours. Le formidable témoignage d'une netteté et d'une précision incomparable qu'il nous a donné pendant plus d'une heure a été pour nous un moment très fort. Les moines ont essayé vainement d'empêcher la destruction du village par les

soldats israéliens menés par un futur prix Nobel de la Paix, le général Yitzhak Rabin. Ils ont aussi caché dans les caves du monastère des gens du village, mais, dénoncés, ceux-ci ont dû aussi prendre le chemin de l'exil. Ceux qui n'ont pas pu partir ou qui ont refusé ont été ensevelis sous les décombres de leurs maisons (au moins 13 personnes à Emmaüs) : un crime de guerre. Sur la photo, Germain et le frère Louis qui nous a aussi raconté l'agression qui a eu lieu contre le monastère en septembre 2012 par les « jeunes des collines ». Ils ont incendié la porte d'entrée et tagué les murs de paroles haineuses telles que « Jésus est un singe » ou « mort aux chrétiens ». Bien entendu aucune arrestation n'a eu lieu.

Dima notre guide, réalisatrice de documentaires, rassemble tous ces témoignages qui feront l'objet d'un film que nous présenterons en avant première à Pau.

Sur le site, outre le parc d'attraction et le monastère de Latrun, reste intact un monastère de la communauté catholique des sœurs des Béatitudes qui ne sont là que depuis 1993 et qui ont l'air d'ignorer ce qui s'est passé en 1967. Les deux communautés sont sur les terres du village d'Emmaüs. Leurs adresses postales les font apparaître comme faisant partie de la ville proche israélienne de Ramleh. Tout le territoire des villages de Yalo, Beit Nouba et Emmaüs est déjà de fait annexé par l'Etat d'Israël. Ici on ne parle même plus de zone A, B ou C. Les associations des habitants réclament depuis 1967 leur droit au retour, pas de compromis du type échange de terre, comme on le leur a déjà proposé, avec des terres dans le Néguev. Ils méritent tout notre respect et nous avons commencé dès notre retour à explorer toutes les manières de travailler avec eux par des échanges ou l'accueil d'étudiants. Nous en reparlerons...



Le vendredi 30 octobre nous sommes partis à Nabi-Saleh chez Nariman et Bassem Tamimi pour participer à la manifestation hebdomadaire du village de 600 habitants. Le village fait face à la colonie de Halamish qui a accaparé les meilleures terres agricoles et le puits du village.

En fait deux manifestations ont eu lieu à partir de deux rues du village. Avec nous, comme presque partout le vendredi, des jeunes Israéliens sont venus manifester contre leur armée dont une jeune fille qui nous a dit qu'elle avait refusé de faire son service militaire et que pour cela sa famille la rejetait. Une autre l'avait fait et, consciente de ce qu'on lui avait fait faire, elle était venue voir la réalité de la vie dans le village. Aujourd'hui pas de grenades lacrymogènes, mais des tirs à hauteur d'homme comme le montre la photo : balles réelles? Peut-être pas, mais les balles

caoutchoutées sûrement nous sont passées au dessus de la tête en sifflant. La balle, en caoutchouc très dur, fait 18mm de diamètre et a une âme en acier (photo). Elle est parfois mortelle, la plupart du temps elle occasionne des blessures qui peuvent être graves. Nariman, l'année dernière, avait reçu un tir à 4 mètres dans la cuisse. Aujourd'hui encore, elle utilise des béquilles pour se déplacer.



Le soir nous avons visité le village au sommet d'une colline et Bassem nous a dit : « *D'ici mes enfants voient la mer à quelques kilomètres, mais ils n'ont pas le droit d'y aller* ». En rentrant nous voyons un château d'eau. Il a été construit par des fonds de la Croix Rouge Internationale il y a 10 ans. Il n'a jamais servi, la faute aux Israéliens qui ont confisqué toute l'eau et sa gestion. Ils n'autorisent que 12 heures d'eau par semaine.

Nous sommes restés dormir chez Bassem à Nabi-Saleh plutôt que de revenir vers Ramallah. Le soir nous avons entendu des cris et le lendemain nous avons appris qu'il y avait eu des arrestations, fait assez courant à Nabi-Saleh.

Le 1er novembre nous avons été reçus par le président du « Club des prisonniers » Qaddoura Fares, une association créée par d'anciens prisonniers, bien avant même la création de l'Autorité Palestinienne, pour la défense de tous les prisonniers arrêtés en Palestine occupée (prisonniers palestiniens, arabes ou de n'importe quel pays), devant les tribunaux militaires israéliens mais aussi après leur libération.

Moncef a exposé longuement la campagne de parrainage des prisonniers politiques palestiniens, lancée par l'Association France Palestine Solidarité depuis 2012 et qui a réussi à mettre en lumière en France, la question des prisonniers. La campagne a reçu un bon accueil de la part de nos citoyens, nos mairies et nos associations puisque plus de 3150 personnes parrainent en France et à l'étranger, un prisonnier palestinien.

A son tour et après les remerciements Qaddoura Fares a longuement parlé de la situation des prisonniers détenus dans les prisons israéliennes au mépris des lois et des conventions et que les avocats ont fort à faire avec des lois israéliennes changeantes au gré des ordres militaires.

Qaddoura Fares a aussi évoqué la situation actuelle en Palestine en rappelant que depuis le mois d'octobre l'armée d'occupation a exécuté de sang froid 72 palestiniens. 2335 Palestiniens ont été blessés et plus de 1500 citoyens dont 800 enfants ont été arrêtés.

Chiffres impressionnants, d'après Amnesty International, depuis 1967 800.000 Palestiniens ont été au moins une fois emprisonnés et la moitié des hommes ont fait de la prison.

L'après-midi départ de Ramallah par Taybeh pour rejoindre la vallée du Jourdain. Le paysage de la vallée au dessus de Jéricho est grandiose. On passe de plus de 800m d'altitude à -300m (niveau moyen de la vallée) en quelques kilomètres avec une vue imprenable sur les montagnes de Jordanie. Nous prenons la route 90 jusqu'à un village palestinien à côté de la colonie de Masu'a. Au fait, savez-vous que la route 90 qui traverse la vallée du nord au sud en venant d'Israël est appelée la route Gandhi par les Israéliens. Gandhi était le surnom donné à Rehavam Ze'evi, le

ministre du tourisme israélien membre d'un groupe d'extrême droite qui voulait rejeter vers la Jordanie tous les Palestiniens de la vallée. Navrant et sans retenue...et sûr que Gandhi n'aurait pas apprécié.

Le village d'éleveur palestinien, se trouve tout près de la colonie et est régulièrement détruit et reconstruit par tous les moyens de bric et de broc aussitôt. Une centaine de personnes s'y accrochent et vivent là sur cette terre convoitée par les colons. Juste quelques chiffres : en 1967 il y avait plus de 300.000 Palestiniens dans la vallée



aujourd'hui il en reste 60.000 dont 35.000 dans la seule ville de Jéricho. La vallée du Jourdain est à elle seule le tiers de la Palestine et sa terre est très riche avec une nappe phréatique qui n'est plus suffisante pour arroser les plantations immenses et les serres des colons qui sont moins de 10.000 et qui exploitent aussi les Palestiniens, enfant compris, par exemple pour la récolte des dattes que l'on retrouve sur nos marchés en France avec l'étiquette « made in Israël ». Les israéliens ont confisqué toute l'eau et même les pompes que l'on voit tout au long de la route sont peintes en bleu et blanc, couleurs de leur drapeau.

Nous avons aussi retrouvé des amis de l'AFPS qui participent à la création de palmeraies pour l'exploitation des dattes dans la vallée du Jourdain dans le cadre d'une coopération décentralisée avec la région Ile de France, projet difficile à mettre en œuvre à cause de l'occupation : la vallée, sauf Jéricho, est déclarée zone militaire par l'armée d'occupation. Le projet maintenant avance bien, nous raconte Didier.

Le lundi 2 nous partons vers Bethléem pour poser nos sacs dans le centre d'hébergement d'Ibdaa dans le camp de réfugiés de Dheisheh pour 2 nuits. Puis nous nous rendons dans le camp de réfugiés d'Aïda où nous avons rendez-vous avec Abdelfattah Abusrour directeur du centre culturel Al Rowwad. On est réellement au pied du mur de séparation (photo).

Un camp de réfugiés est un endroit que l'ONU a créé en 1948 pour accueillir les Palestiniens qui ont été chassés de leur maison à partir du jour de la partition de la Palestine le 29 novembre 1947. Il y en a en Palestine, en Syrie, en Jordanie et au Liban. On estime que 800.000 personnes ont été jetées sur les routes et 531 villages ont été détruits. La résolution 194 de décembre 1948 reconnaissait à ces réfugiés le

droit de rentrer chez eux, mais n'a jamais été appliquée par l'Etat d'Israël. Le symbole de ce droit au retour est la clé des maisons abandonnées qu'on trouve dans chaque famille où on en est à la 3^{ème} ou 4^{ème} génération (Photo de la clé monumentale de l'entrée du camp d'Aïda). L'ONU (l'UNWRA) gère essentiellement dans les camps la santé et l'éducation, mais commence à manquer de moyens financiers.



Abdelfattah se considère comme un réfugié dans son propre pays et quand il est arrivé en France pour la première fois avec un document d'identité (les Palestiniens n'ont pas de passeport), sur son visa le fonctionnaire français a indiqué « nationalité indéterminée ». Son épouse vit à Jérusalem. Actuellement il a perdu le droit d'aller la voir car quand le pape François est venu à Bethléem, il s'est arrêté juste devant le camp, a posé la main sur le mur et s'y est incliné quelques secondes. Les autorités israéliennes ont accusé Abdelfattah d'avoir imposé cet arrêt au Pape. Actuellement il est en attente d'une convocation par les militaires.

Il nous a parlé de « la belle résistance », par les activités pratiquées dans le centre culturel, en particulier le théâtre, la photo, des activités pour les femmes. Il nous a enfin fait visiter le centre. Un très bon moment ... conclu par Abdelfattath : «*Nous n'avons pas le Luxe de désespoir, mais l'espoir inébranlable que nous pouvons faire un changement pour nos enfants et les générations à venir dont nous pouvons être fiers.* »

Le 3 novembre, nous sommes allés rencontrer Raed. Ceux qui font la cueillette des olives le connaissent bien. C'est lui le coordonateur entre les paysans qui ont du mal à entrer dans leurs oliveraies et les « internationaux » que les colons et les soldats laissent généralement tranquilles, ce qui permet aux Palestiniens de cueillir les olives. Il est lui-même viticulteur.

Il nous amène à Hébron, près de 200.000 habitants, qui a la particularité d'avoir, en plein centre de la ville, environ 500 colons. Ils sont très violents et sont protégés par plus de 2000 soldats. La ville est très souvent bouclée surtout en ce moment. Mais aujourd'hui pas de problème. Ce qui frappe à première vue, ce sont d'abord les barrages israéliens en particulier les check point de la rue Suhada dont les Palestiniens réclament toujours la réouverture, mais aussi le nombre de militaires sur les toits des maisons surplombant le souk. La deuxième chose, c'est le souk dont le toit grillagé sert à protéger les commerçants et les acheteurs de la projection par les colons, qui se trouvent en surplomb, de tout ce qui se trouve sous leur main, bouteilles, restes de cuisine, même des pierres ou des briques.

Un palestinien, Shadi Sidr, nous invite chez lui car la terrasse de sa maison à l'étage est quasiment mitoyenne avec les terrasses occupées par les colons. Il nous montre une vidéo qu'il a faite lui-même où l'on voit quelqu'un qui escalade son mur, s'accroche aux barbelés de protection et l'insulte. Puisqu'il est accroché aux barbelés, on l'entend et voit parler à ses amis restés dans la rue, sans doute pour demander de l'aide, tout cela en français. Il s'agit en fait de colons d'origine française (parmi les plus violents d'Hébron). Les ONG israéliennes (B'tselem en particulier) ont équipé les Palestiniens de caméras pour qu'ils puissent témoigner de la vie que leur font les colons, surtout ici. Voir la vidéo :

http://www.dailymotion.com/video/x1lfpsk_un-colon-israelien-de-france-coince-dans-les-barbeles-d-un-palestinien_news

Cette vidéo a été reprise et documentée par un nombre important des sites internet,



y compris israéliens. Plus tard les soldats reviendront arrêter Shadi Sidr, mais, là aussi, l'arrestation a été filmée. Il avoue avoir très peur pour ses enfants (deux petites filles).

Le marché, si vivant d'habitude d'Hébron, paraît aux habitués beaucoup moins fréquenté et il y a peu de touristes. La vieille ville, ces derniers jours, a été beaucoup bouclée par l'armée israélienne. C'est, avec Jérusalem-est, la ville où il y a eu le plus de morts palestiniens presque tous jeunes et même très jeunes.

Pour aller au tombeau des patriarches, il faut passer un check point dans la vieille ville avec des tourniquets tel des animaux (photo : Christian dans le tourniquet).

Suite au massacre en 1994, par un colon juif extrémiste, de 29 Palestiniens qui priaient dans les caveaux du tombeau, celui-ci a été divisé en une mosquée et une synagogue avec des entrées séparées. Pour entrer dans la partie de la mosquée nous devons passer par un contrôle tenu par les soldats israéliens. Nous allons visiter la partie mosquée Au bout de la rue qui longe le tombeau des patriarches, il restait deux commerçants palestiniens qui nous accueillait avec du thé et des grands sourires. L'un s'appelle Abou Hamed. Aujourd'hui les deux magasins sont fermés. Nous n'avons pas pu savoir si c'était provisoire ou définitif.

L'après midi du 3 novembre, nous allons visiter à Hal-Hul, banlieue d'Hébron, la coopérative de jus de raisin al Sanabel. Raed notre guide en est un des créateurs. Cette coopérative a été créée par les Palestiniens en résistance au dictat israélien qui fixait le prix du raisin, naturellement très bas. La région d'Hébron est couverte de vigne, la coopérative a permis de relancer cette culture.

La coopérative est un des modèles de coopération décentralisée, dont nous reparlerons demain au Consulat de France. Les collectivités territoriales, ici essentiellement mairies, départements et régions de Bretagne, ont œuvré ici. La coopération ici n'a pas été simplement financière, exemple, des Palestiniens sont venus en formation dans les régions viticoles de la Loire-Atlantique.

Le 4 novembre nous quittons Bethléem et rentrons vers Jérusalem en passant par le check point de Gilo, un des plus importants créé par l'armée d'occupation. Pas moyen de prendre des photos. Pour nous, avec nos passeports français, aucun problème et à 10 heures du matin, il y a peu de monde. Mais Chaque jour des Palestiniens qui vont à leur travail à Jérusalem sont obligés de venir à 4 heures du matin, de faire la queue plusieurs heures, selon le bon vouloir des militaires, pour pouvoir arriver entre 8 et 9 heures à leur travail ... tous les jours ! Entre Bethléem et Jérusalem il y a à peine 8 kilomètres....

Nous nous accordons la seule pause « touristique » de notre voyage dans la vieille ville de Jérusalem. Là encore nous constatons la tension qui existe en ce moment en Palestine : moins de touristes, moins d'activité dans le souk et une vieille ville quadrillée par la police et l'armée israélienne.

Nous avons rendez vous avec le consul général de France Hervé Magro à 16 heures. Il nous fait un exposé très clair de la situation générale en Palestine retranscrit par Pierre.

Sur la crise actuelle :

Depuis plusieurs mois, les consuls alertent sur la situation ce qui a fait dire au Consul français qu'il n'était pas surpris !

Tous les éléments sont réunis pour une crise majeure.

Il ne faut pas parler de statu quo car la situation évolue... dans le mauvais sens avec la poursuite de la colonisation.

La violence des colons est un facteur de guerre civile.

L'accaparement des terres :

Les grandes annonces sur les autorisations de construction de logements dans les colonies font réagir, mais c'est surtout un élément de communication du gouvernement israélien car il y a en fait beaucoup de logements vacants dans les colonies.

Le fait majeur, c'est la saisie des terres qui progresse et passe inaperçue.

Aujourd'hui 40 % de la zone C est annexée de facto de plusieurs manières :

-par l'extension de la « zone naturelle de croissance »

-par les zones d'exclusion militaire

-et par les parcs naturels où la construction est interdite aux Palestiniens.

Au Consulat, très souvent il nous est interdit des projets de coopération en zone C.

Le grand projet israélien actuel, c'est de relier les colonies autour de Bethléem (Gush Etzion) jusqu'à la Mer morte.



La solution de 2 Etats est de plus en plus compromise.

Au delà de l'occupation, on est clairement dans une guerre coloniale qui peut déboucher sur une guerre civile.

L'Autorité palestinienne est en déshérence et joue un rôle de supplétif sécuritaire.

La population palestinienne (50 % de moins de 20 ans) n'a plus aucun lien avec Oslo.

Il y a 4 Palestines : Cisjordanie / Gaza / Jérusalem-est (sans institution ni Autorité réelle) et les Palestiniens d'Israël. Avec la faiblesse et la division du mouvement national, le seul lien qui reste entre ces quatre Palestines, c'est la religion (voir le conflit autour d'Al Aqsa et l'esplanade des mosquées). C'est évidemment dangereux et risque de transformer le conflit politique en conflit religieux.

La construction de murs à Jérusalem isolant les quartiers palestiniens révèle la fiction de l'unité de Jérusalem (« capitale une et indivisible » selon la terminologie israélienne).

Sur le rôle de la France :

Depuis l'échec des négociations (janvier 2014) le Ministre français (Laurent Fabius) a permis par son action de maintenir la question palestinienne à l'agenda international. Il propose la constitution d'un groupe de soutien qui réunirait les USA, quelques pays européens et les pays arabes. Mais il est difficile de mobiliser les pays européens dont les gouvernements sont en décalage avec leurs peuples.

***Du côté palestinien,** les mouvements historiques sont préoccupés par leur survie, ce qui rend difficile la réunification.*

Jusqu'à maintenant, la communauté internationale est seulement en réaction.

Devant l'incapacité (volontaire ?) à faire bouger les choses, on cherche à s'assurer qu'on aura le moins de problèmes. On applique un degré de gestion acceptable pour tous. Mais le jour où ça devient le chaos, on aura un impact sur la société européenne.

Assiste à l'entretien, Delphine Dufoix, responsable pour le consulat des coopérations décentralisées, dont nous avons eu un aperçu la veille lors de notre visite de la coopérative al Sanabel.

Fin du voyage : le jeudi 5 octobre nous reprenons le chemin du retour, avec des contrôles très tatillons à l'aéroport Ben Gourion et pour tout le groupe. Mais au final, il fallait quand même partir, donc à part une heure et demie de tracasseries, que souvent les groupes connaissent nous sommes rentrés, heureux, mais malheureux de laisser derrière nous nos nouveaux amis et conscients qu'il nous faudra faire connaître les conditions de vie des Palestiniens. Nous nous sommes fixés particulièrement 3 axes d'actions, la continuité dans notre partenariat avec les gens d'Emmaüs, des possibilités de coopérations décentralisées et aussi des réunions publiques d'information dans notre département des Pyrénées Atlantiques avec déjà deux dates fixées dans la salle d'attente de notre départ : une conférence de presse le mardi 10 et une soirée d'information au village Emmaüs de Lescar-Pau le vendredi 13 novembre.

Le village Emmaüs, qui a des échanges de coopération avec la Bolivie, recevait officiellement samedi 7 novembre le président Evo Morales. Dans son discours de bienvenue devant un grand parterre de personnalités et de spectateurs, Germain a parlé de son voyage en Palestine et de la coopération qu'il souhaite mettre en place. Il nous a en outre indiqué, que lors d'une rencontre proche avec tous les autres Emmaüs de France et d'ailleurs il parlerait de son voyage à Emmaüs en Palestine. Espérons qu'il fasse des émules et que d'autres villes de France puissent entamer la même relation que celle que l'AFPS-Pau entretient avec lui.

AFPS-PAU